

LA CRISE DU CORONAVIRUS

SAMBRE ET MEUSE



COMMERCE

Frontières fermées : les commerçants menacés

Plusieurs élus français ont réclamé la réouverture des frontières. Les homologues belges suivent

Quatorze élus ardennais ont adressé un courrier au Premier ministre, réclamant « en urgence » la réouverture de la frontière belge pour sauver les commerçants. Les bourgmestres belges soutiennent cette demande.

Les innombrables plaques d'immatriculation belges ont déserté le parking de l'Intermarché de la route de Beauring depuis bien longtemps déjà. Depuis mi-mars, les passages de part et d'autre de la frontière ne se résument qu'au médical et au travail. « À Givet, la situation est aujourd'hui quasiment la même que lorsque nous étions confinés. » Mamede Teixeira, le propriétaire de la zone commerciale Rives d'Europe et du Forum, tout récemment ouvert, n'a pas constaté de grand changement depuis la sortie du confinement. Parce que la particularité des commerçants du nord des Ardennes, de la Pointe enclavée en Belgique surtout, c'est qu'ils accueillent une grande majorité de clients outre Quiévrain. Et que la réouverture de la frontière entre les deux pays n'a pas été actée dans le premier plan de déconfinement.

« La zone de chalandise,

compte tenu de la situation géographique, est bien visible lorsque l'on trace un rond sur une carte, confirme le commerçant. Notre clientèle est à 70 % sur le territoire belge. » Un peu plus, même, d'après les estimations de Stan Rahal. Mais le directeur du Décathlon Essentiel — qui profite de cette période plus calme pour « préparer le magasin qui avait encore ses stocks d'hiver lors du confinement ; et remettre en confiance l'équipe » qui s'attend à « cravacher » lors de la réouverture des frontières — il y a aussi un autre point à considérer : « Le panier moyen des clients français est moins important que celui des clients belges. »

C'est la raison qui a encouragé des élus ardennais — quatorze au total — à adresser un courrier au Premier ministre Édouard Philippe, quelques jours après l'envoi d'une lettre signée des présidents de région Grand Est et Hauts-de-France au ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner. Ils y réclament l'autorisation « en urgence » de la réouverture de la frontière franco-belge. Ils arguent des menaces sur l'emploi, à cause des « grandes difficultés rencontrées par les commerçants » notamment par des pertes de recettes « considé-



La fermeture des frontières dans la Pointe occasionne de lourdes pertes pour les commerçants. © Archives MD

rables ». « Il risque très probablement d'y avoir des dépôts de bilan en masse au niveau national et Givet sera tout autant concernée, voire davantage, compte tenu du contexte », appuie Mamede Teixeira. Ce qui aurait des conséquences désastreuses dans un territoire à la situation socio-économique déjà compliquée. « Il ne faudrait pas ajouter à la crise sanitaire une grave crise sociale

qui déstabiliserait encore plus les habitants de ce territoire », insistent les signataires de la missive qui prônent l'application de la règle des 100 km, mais sans tenir compte de la frontière. « Il y a le phénomène commercial, mais aussi l'aspect humain, ajoute le maire de Givet, Claude Wallendorff. Avec des familles transfrontalières dont les parents sont en Belgique et les enfants en France,

ou inversement. Sans parler de la santé, avec des spécialistes belges qui ont du mal à venir chez nous. Ce qu'ils sont en train de nous faire, c'est inhumain », peste l'élu qui a l'espoir de voir les choses aboutir. « La mayonnaise commence à monter, et nous allons lancer une pétition adressée au préfet. » Une situation d'autant moins compréhensible pour le député

Pierre Cordier — le rédacteur du courrier — que « les mesures prises par les deux pays sont très voisines, tant pour le confinement, d'ailleurs, que pour le déconfinement. Et ce "bec", comme le qualifie Jean-Yves le Drian (le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères), de la Pointe des Ardennes en Belgique est unique en France. »

MÉLANIE DEMAREST (L'UNION)

Couvin - Viroinval - Doische

Les communes belges pour la réouverture des frontières

Vendredi dernier, des députés français appelaient à une réouverture d'urgence de la frontière franco-belge, notamment pour le bien du commerce et du tourisme. Du côté belge, on partage cet avis, notamment à Viroinval. « Depuis le début, j'ai été un fervent défenseur du maintien de l'ouverture des frontières. Je me suis déplacé jusqu'à la gendarmerie du Fumay, j'étais en contact avec le préfet des Ardennes au moment de la fermeture, et j'avais

montré ma désapprobation complète », réaffirme Baudouin Schelene, bourgmestre de Viroinval. La commune s'était battue pour maintenir le passage du personnel soignant vivant en France mais travaillant dans les maisons de repos de la commune. « Et puis, pour les frontaliers de Mazée ou Treignes, c'est plus facile de trouver une grande surface proche de chez eux en allant en France. » À Couvin, Maurice Jennequin estime que si la situation est sans

risque, la réouverture est logique. « À Sivry, le bourgmestre a exigé le port du masque dans les commerces. Il justifie ce choix en expliquant qu'il est frontalier avec des communes françaises en zone rouge », rappelle le bourgmestre. « Donc la question est de savoir où en est la situation aujourd'hui. S'il n'y a plus de risques, alors oui je suis favorable à une réouverture. » Le son de cloche est quelque peu différent du côté de Doische, où la



Couvin, Doische et Viroinval proches de la frontière. © MONTAGE SP

circulation entre les deux pays a été particulière. « Les Français n'ont pas arrêté de venir en Belgique. À Doische, des dizaines de voitures passaient tous les jours comme si de rien n'était, et la police française les laissait passer. Mais quand les Belges voulaient rentrer en France, ils étaient systématiquement arrêtés et contrôlés. C'est une Europe à deux vitesses », pointe du doigt le bourgmestre Pascal Jacquiez. « Après, les citoyens viennent me demander ce qui est autorisé ou non, mais je ne sais plus quoi répondre. Les Français font ce qu'ils veulent puis ils viennent prendre ce genre de décision, je trouve ça honteux. »

FRANÇOIS THYS

NAMUR

Les visites reprennent enfin prison après des semaines

Ce lundi marquait le redémarrage des visites en prison. Si cela n'a pas recommencé partout, comme à Huy ou Lantin, la prison de Namur était, elle, bien prête. « Elles reprenaient ce lundi après-midi, tout simplement parce que notre organisation est ainsi faite, cela se passe l'après-midi », précise Marc Dizier, le nouveau directeur de la prison, fraîchement arrivé de celle d'Andenne où il occupait le même poste. Il y a trois

plages horaires. « De 13 à 14h, de 15 à 16h et de 17 à 18h. » Comme partout où les activités redémarrent, celles-ci font l'objet de mesures de prudence sanitaire. « Les modalités sont imposées par l'administration. Une visite par semaine et par détenu est permise. Les visites se font exclusivement sur rendez-vous, ce qui est nouveau, et un système de réservations a été mis en place. Le détenu remplit un coupon où il in-

dique qu'il veut une visite tel ou tel jour. Sont autorisées les personnes déjà inscrites sur les listes de visite des détenus. » La capacité de la salle de visite a été diminuée. Il y a de l'espace entre les tables. « On n'a plus que sept visites possibles simultanément alors qu'avant, c'était une douzaine (NdLR : pour une population d'environ 150 détenus à Namur). Et à ces sept tables prennent place uniquement un détenu et son visi-



À Namur. © VL.

teur alors qu'avant, il pouvait y avoir plus de visiteurs. » Question règles sanitaires, ce n'est pas tout. « Le port du masque est obligatoire pour les deux personnes, et il y a une séparation en plexiglas entre le prisonnier et son visiteur. Il n'y a pas de contact physique entre les deux. Il va falloir qu'on le rappelle, car le détenu qui a un tel contact devra être placé en quarantaine durant deux semaines. C'est pour ça que les visites ne sont pas autorisées pour les personnes de moins de 16 ans. »

« QUE CINQ RÉSERVATIONS CE LUNDI »

Il est sans doute grand temps

d'autoriser à nouveau ces visites, pour briser l'isolement des détenus. « Mais il a toujours fait calme. Les détenus ont compris que c'était une mesure générale, que ce n'était pas une sanction mais une mesure de prévention. Mais bien sûr, il y a de la satisfaction que les visites reprennent. » Pour autant, on ne s'y est pas bousculé pour ce premier jour. « Il n'y avait que cinq réservations à Namur pour ce lundi après-midi. On s'attendait à un nombre conséquent. Mais l'info n'a été donnée que le jeudi de la semaine passée, il faut le temps que les gens se retournent. »

GAËTAN ISTAT